

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DU DÉVELOPPEMENT DURABLE
ET DE L'ÉNERGIE
Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement du Centre

Direction Régionale de l'Industrie
de la Recherche et de l'Environnement du Centre

Bourges, le 23 mars 2009

Groupe de subdivisions du Cher et de l'Indre

Société concernée

Michel VUILLOT
Directeur

SARL RENOROUTE
Les Carrières - RN 76
18000 BOURGES

Etablissement concerné

GIDIC : RAPAUTO

Référence : RM/DP/IC/R/RAPAUTO_090220

Vos réf. : Bordenau de madame le préfet du Cher du 9 décembre 2008.

Affaire suivie par : Daniel POMMIER

daniel.pommier@industrie.gouv.fr

Tél. 02.48.21.20.20 – Fax : 02.48.20.42.39

Carrière de sables et graviers

Lieux-dits « Les Augerets »

et « La Grande Pièce »

Commune de VILLENEUVE SUR CHER

Objet : demande d'autorisation d'exploiter une carrière de sables et graviers alluvionnaires et une installation de traitement des matériaux sur le territoire de la commune de VILLENEUVE SUR CHER aux lieux-dits « Les Augerets » et « La Grande Pièce ».

Rapport de l'inspection des Installations Classées
à
Madame le Préfet du Cher

Par lettre en date du 21 avril 2008, Monsieur Joël HAMON, agissant en qualité de gérant de la SARL RENOROUTE (filiale du groupe TEXROD), dont le siège social est actuellement situé au lieudit Les Carrières - RN 76 - 18000 BOURGES, sollicite l'autorisation d'exploiter une carrière de sables et graviers alluvionnaires et une installation de traitement des matériaux sur le territoire de la commune de VILLENEUVE SUR CHER aux lieux-dits « Les Augerets » et « La Grande Pièce » sur les parcelles cadastrées section D3 n° 84 pour partie, 128 pour partie, 194 pour partie, 196 pour partie. Il s'agit d'un nouveau projet d'une emprise totale de 20ha 63a 65ca. Il convient de noter que cette exploitation se situe à proximité d'une ancienne carrière dont l'exploitation a fait l'objet d'un procès verbal de recollement le 7 février 2001. Afin d'optimiser la remise en état du secteur, le projet intègre le plan d'eau de l'ancienne sablière d'une surface de 7ha 76a 62ca. Un extrait de carte au 1/25000 localisant le site et un plan cadastral comportant le périmètre sollicité sont joints en annexe du présent rapport.

À cet effet, un dossier, auquel ont été annexées notamment une étude d'impact et une étude de dangers, a été déposé le 3 août 2007 complété le 22 avril 2008 et reconnu formellement recevable par le service d'inspection le 18 juin 2008.

PJ : Projet arrêté préfectoral
Extrait carte au 1/25000
Plan parcellaire

15 avenue Roland Garros

18021 BOURGES Cedex

Tél. : 02.48.21.20.20 – Fax : 02.48.20.42.39

Mel : dire.gs10@industrie.gouv.fr - <http://www.centre.dire.gouv.fr>

**Présent
pour
l'avenir**

1 – OBJET DE LA DEMANDE

1.1. Nature et volume des activités.

Désignation des installations en fonction des critères de la nomenclature ICPE et autres si nécessaires	Nomenclature ICPE Rubriques concernées	Régime
Exploitation de carrière (sables et graviers alluvionnaires). Rythme maximum d'exploitation : 50 000 tonnes par an.	2510-1	A
Broyage, concassage, criblage, ... mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels. La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant : supérieure à 40kW mais inférieure à 200 kW (160 kW).	2515-2	D
Station de transit de produits minéraux solides de capacité inférieure à 15 000 m ³ (10 000 m ³).	2517	NC

A : autorisation ; D : déclaration ; NC : non classé

1.2. Description de l'établissement et historique administratif.

Il s'agit d'une carrière de sables et graviers alluvionnaires, à laquelle sera associée une unité de traitement des matériaux, d'une superficie de 20 ha environ. Située sur la commune de VILLENEUVE SUR CHER, elle est contiguë à une ancienne exploitation (actuellement réaménagée en plan d'eau) arrêtée depuis 2001. Dans le cadre du réaménagement, le plan d'eau existant sera intégré dans le réaménagement final du site.

1.3. Présentation de la demande.

Le gisement représente un volume à extraire de l'ordre de 306 250 m³ soit 490 000 tonnes. Avec une production maximale annuelle de 50 000 tonnes, la durée de l'autorisation sollicitée est de 10 ans.

L'extraction sera réalisée à la pelle mécanique. Les matériaux seront ensuite traités dans l'installation de lavage. Ils seront évacués par camions vers les deux centrales à béton du groupe TEXROD, dont RENOROUTE fait partie et situées à SAINT DOULCHARD et SAINT GERMAIN DU PUY. Ces matériaux sont exclusivement destinés à la fabrication du béton.

Les caractéristiques du projet sont les suivantes :

→ nature du matériau	: sables et graviers alluvionnaires
→ superficie sollicitée	: 206 365 m ²
→ superficie exploitable	: 128 703 m ²
→ épaisseur de découverte	: 0,3 m de terre végétale et 0,6 m de découverte.
→ épaisseur de gisement	: de 4 à 7 mètres.
→ cote minimale d'extraction	: 114 m NGF
→ cote moyenne du site	: 119,5 m NGF.
→ parcelles concernées	: section D3 n° 84 pour partie, 128 pour partie, 194 pour partie, 196 pour partie
→ durée de l'autorisation sollicitée	: 10 ans
→ volume total à extraire	: 306 250 m ³ , soit 490 000 tonnes
→ production annuelle maximale	: 50 000 t/an
→ méthode d'exploitation	: à ciel ouvert, en eau, à l'aide d'une pelle hydraulique et d'un chargeur.
→ remise en état	: en un plan d'eau intégrant le plan d'eau existant.

L'exploitant dispose de la maîtrise foncière des terrains par l'intermédiaire d'un contrat de forétage.

1.4. Cadre administratif de l'Instruction.

Il s'agit d'une nouvelle demande d'autorisation. Cette demande s'inscrit dans le cadre des articles R 512-2 et suivants du Code de l'Environnement.

1.5. Maîtrise d'urbanisation.

Les parcelles concernées sont situées en zone NDb du Plan d'Occupation des Sols. Le règlement du POS autorise les carrières et leurs installations de traitement aux conditions fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation, définissant notamment les modalités de remise en état et de réaménagement du site.

2 – PROCEDURE D'INSTRUCTION

2.1. Enquête publique.

L'enquête publique s'est déroulée du 24 septembre au 24 octobre 2008 inclus dans les communes de VILLENEUVE SUR CHER, SAINTE-THORETTE, MORTHOMIERS, CIVRAY et PLOU.

Sur le registre d'enquête de VILLENEUVE SUR CHER, 3 personnes sont venues déposer des observations.

Sur le registre d'enquête de SAINTE-THORETTE, 7 personnes ont émis des observations et 6 lettres ou notes ont été déposées en mairie et annexées au registre d'enquête.

Sur les registres de CIVRAY, PLOU et MORTHOMIERS, aucune observation, note, ni courrier n'a été déposé.

La synthèse de ces observations sont reprises par le commissaire enquêteur dans les termes suivants :

« La lecture de ces documents nous permet de classer les oppositions ou interrogations dans plusieurs catégories :

- la circulation des véhicules et la sécurité,
- les nuisances sonores et visuelles de l'exploitation,
- la confiance difficile à accorder dans les engagements du pétitionnaire,
- l'impact de la carrière sur la faune et la flore,
- le mitage et la détérioration de la vallée du Cher,
- le non respect du SDAGE,
- les effets négatifs sur la nappe alluviale et la rivière le Cher.

Les principales sont la sécurité routière et la circulation supplémentaire des véhicules. En effet, il y aura une augmentation de la circulation sur la RD 27, et la desserte du hameau de PLOTARD est déjà problématique, donc le risque d'accident ou d'incident se trouverait accru en cas d'autorisation de la carrière. Le contact que j'ai eu avec la direction des routes du conseil général ne me laisse pas augurer d'une issue positive à l'aménagement du carrefour de PLOTARD, le lien direct entre l'exploitation de la carrière et le risque routier n'étant pas assez important, au jour où j'écris ce rapport, je n'ai pas eu de réponse à ma demande de possibilité d'aménagement dudit carrefour, ce qui ne veut pas dire que la réponse n'est pas à l'étude.

Les nuisances sonores ou visuelles du site d'excavation sont aussi une des grandes craintes des riverains du site. Pour les nuisances sonores, les moyens mis en œuvre pour diminuer les bruits peuvent paraître intéressants mais demanderont une grande vigilance de la part de l'exploitant, suppression des bips de recul, insonorisation des engins et des laveurs trieurs calibreurs. Pour les nuisances visuelles, le projet semble court, il faudrait améliorer les merlons et la plantation de haies à pousse rapide au moins sur la partie de l'installation de traitement. Il est impératif pour les habitants de PLOTARD, si le projet est mené à son terme, que les nuisances sonores et visuelles soient le plus faible possible. La référence faite à l'ancienne carrière n'a pas d'incidence sur les remarques des uns ou des autres.

Pour les engagements du pétitionnaire, les personnes qui ont écrit dans les registres d'enquête émettent des doutes sur les engagements mais aussi sur ce qui se passera après. Tout le monde craint en fait une demande d'exploitation de carrière dans la vallée du Cher soit en amont soit en aval de la carrière des Augerets. Les remarques visent plus les demandes qui seraient faites par d'autres entrepreneurs et d'autres propriétaires de parcelles en fond de vallée. Les autres engagements pour le bruit, la poussière, la circulation des engins sur le site et tout ce qui tourne autour du site, les remarques sont dubitatives et méritent sûrement la mise en place d'un comité de suivi.

Il y a aussi des remarques sur l'impact de la carrière potentielle sur la faune et la flore du site et des critiques sur la date de l'étude faune - flore. Bien sûr la date n'est sûrement pas la meilleure, mais il ne faut pas perdre de vue qu'aujourd'hui l'emplacement est occupé par des cultures de céréales et que la richesse faunistique et floristique de cet espace n'est pas remarquable. Le changement de destination n'aura, à mon avis, pas une grande influence sur la faune et la flore locale.

Les trois derniers groupes de remarques vont ensemble et concernent la cohérence de la vallée. Il est vrai qu'aujourd'hui le val de Cher a été et est très exploité pour en extraire des granulats qui sont de bonne qualité et sont très utiles pour la fabrication des bétons. Après lecture du SDAGE, le site me semble possible, et ce n'est pas à moi de donner une réponse réglementaire, pour une extraction de granulats, mais cela n'empêche pas que les plans d'eau laissés par ces extractions de granulats vont finir par se toucher. Par rapport à la rivière le Cher, cette extraction n'aura pas une grande importance, mais il est toujours problématique de voir des plans d'eau s'eutrophiser et la qualité de leur eau se détériorer.

J'ai lu avec intérêt et attention l'intégralité des observations et des lettres et notes annexées au registre d'enquête. Toutes ont un intérêt et méritent une prise en compte dans l'arrêté d'autorisation s'il est pris. »

L'exploitant, interrogé sur ces thèmes, a répondu au commissaire enquêteur sur les thèmes susvisés.

2.2. Avis du commissaire enquêteur.

Le commissaire enquêteur émet un avis favorable le 29 novembre 2008 sous les conditions suivantes :

- « mise en place du comité de suivi de la carrière, piloté par l'administration, ou bien si celle-ci n'en a pas le temps ni les moyens, piloté par le maire de VILLENEUVE SUR CHER avec le maire de SAINTE-THORETTE,
- travail avec les collectivités territoriales sur la sécurisation de la RD 27,
- modification des merlons et plantation de haies adéquates,
- modification des POS ou PLU des communes concernées pour que personne n'ait envie de déposer un dossier de carrière en classant le Val de Cher en zone sans extraction possible,
- étude de faisabilité du comblement de la carrière,

et bien sûr en faisant en sorte que les engagements du pétitionnaire soient respectés. »

2.3. Avis des conseils municipaux.

Les conseils municipaux des communes de PLOU, MORTHOMIERS et VILLENEUVE SUR CHER émettent un avis favorable au projet.

Le conseil municipal de CIVRAY décide le 9 septembre 2008, après en avoir délibéré, par une abstention et 13 voix pour, de surseoir et de reporter la décision lors d'un prochain conseil municipal afin de pouvoir examiner au mieux l'intégralité de la carrière de VILLENEUVE SUR CHER. Aucune autre délibération n'a été transmise à l'inspection des installations classées.

Le Conseil municipal de SAINTE-THORETTE a voté à bulletin secret le 31 octobre 2008 : 1 favorable, 1 blanc, 9 défavorables.

Les raisons évoquées sont les suivantes :

« Ce vote défavorable est motivé par les très nombreux inconvénients listés alors qu'il n'y a aucune retombée favorable pour la commune.

- Trop proche des habitations.
- Intensification du trafic routier, qui bien que prévu pour passer par VILLENEUVE SUR CHER usera de sa liberté pour passer par SAINTE THORETTE, trajet plus facile.
- Traversées du pont du Cher à SAINTE THORETTE dangereuse, compte tenu de la structure du pont déjà fragilisée par l'important trafic existant.
- Aucune amélioration de la sécurité pour la sortie du hameau de Plotard sur la route départementale. Les enfants empruntant les bus scolaires qui y ont un arrêt seront en danger lors des croisements ou à cause de la vitesse.
- 10 ans d'exploitation avec un paysage réduit à des tas de sable, des cailloux, de la poussière, donc dégradation de la qualité de la vie et chute de la valeur immobilière des propriétés.
- Dégradation de la vallée du Cher déjà mise à mal, et mitage.
- Etude de la faune et de la flore faite à la mauvaise saison (février) qui n'est à revoir que lorsque la carrière sera ouverte.
- Risque quasi certain d'une autre extension. »

2.4. Avis des services consultés.

2.4.1 : Par courrier du 17 octobre 2008, monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement et de l'Agriculture signale que ce dossier appelle de sa part les observations suivantes :

Urbanisme.

La commune de Villeneuve sur Cher est dotée d'un Plan d'Occupation des Sols (POS) approuvé le 6 octobre 2000.

Le projet est localisé en zone NDb du POS où les carrières sont autorisées si les modalités de remise en état et de réaménagement sont définies.

Un site archéologique « villa gallo-romaine » étant présent sur le site de l'exploitation projetée, la Direction Régionale aux Affaires Culturelles (DRAC) devra être consultée.

Accès routiers et sécurité routière.

L'accès au site se fera par la RD 27 qui supporte un trafic de 1 260 véhicules/jour dont près de 11 % de poids lourds.

L'impact généré par l'augmentation du trafic, estimé à 30 allers-retours de poids-lourds par jour, n'aura qu'une faible incidence de point de vue de la sécurité routière, la RD 27 étant calibrée pour recevoir ce type de trafic.

Du fait de cette desserte, le dossier a nécessité la consultation de la Direction des Infrastructures Routes (DIR) du Conseil Général du Cher, service gestionnaire du réseau routier départemental (voir avis ci après)

Eau et environnement.

Le type d'exploitation en fouille noyée rendra le site particulièrement sensible aux risques de pollutions. C'est pourquoi la procédure à suivre en cas de pollution accidentelle devra être rédigée et mise à disposition du personnel de la carrière, en particulier des conducteurs d'engins. Celle-ci devra prévoir notamment l'utilisation de kits anti-pollution et l'information immédiate de l'inspecteur des installations classées.

L'exploitation et l'aménagement choisi pour la remise en état final du site conduisent à une extension du plan d'eau des Augerets déjà existant, d'une surface actuelle de 6 ha à une surface de 15 ha par une mise à nue de la nappe.

Il est prévu de créer des berges les plus sinueuses possibles afin de favoriser la vie biologique : l'implantation des roseaux sur les zones de battement est effectivement à mettre en œuvre.

Dans la mesure où cet aménagement n'implique pas de mesures hydrauliques compensatrices et n'entraîne pas de dégradation de conditions d'écoulement des eaux, il est compatible avec le Schéma Départemental d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE).

Toutefois, cette augmentation de la surface en eau augmentera l'évaporation induite, et entraînera donc des pertes en eau importantes sur un secteur classé en zone de répartition des eaux. Si le pétitionnaire indique dans son dossier que cet impact sera compensé par un accroissement du volume d'eau infiltrable, il ne fournit pas d'explication détaillée sur ce point.

C'est pourquoi le dossier devra, d'une part, apporter des précisions sur l'absence de préjudice sur les puits impactés (renoncement des propriétaires à l'usage des puits), et d'autre part, justifier de l'augmentation des capacités de reconstitution de la nappe, à l'appui d'éléments chiffrés. Enfin, il devra être précisé à qui reviendra la gestion piscicole du plan d'eau.

Risques naturels et technologiques.

La commune de Villeneuve sur Cher est couverte par un Plan de Prévention des Risques Inondation (PPRI), approuvé le 3 novembre 2005.

Le projet se situe dans un secteur où les plans d'eau et les affouillements du sol sont autorisés par le PPRI à condition que les déblais soient évacués hors zones inondables, que les installations liées à l'exploitation du sous-sol soient situées également en dehors des zones inondables et qu'elles soient conçues et implantées de façon à limiter leur impact sur l'écoulement des eaux.

Les installations, les stocks de matériaux et les merlons étant implantés en dehors de la zone inondable, le projet respecte donc l'ensemble des prescriptions requises.

Il conviendra néanmoins de compléter le dossier, dans sa partie analyse des risques externes, en indiquant que s'agissant du risque de « mouvement de terrain par tassement différentiel », la commune est classée en aléa faible et moyen dont la cartographie est consultable sur le site www.arqiles.fr.

En conclusion, le directeur émet un avis favorable à la demande présentée par le pétitionnaire, sous réserve de la consultation de la DRAC, de la prise en compte des recommandations émises et de la fourniture par le pétitionnaire des compléments demandés.

2.4.2 : Le 5 novembre 2008 monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales émet son avis dans les termes suivants :

« L'évaluation des risques sanitaires démontre que les risques semblent acceptables pour la population voisine du site, pour les paramètres qui ont été étudiés et compte tenu des connaissances scientifiques et techniques actuelles.

Par conséquent, un avis favorable à ce dossier est émis.

Cependant, l'étude affirme que la protection des travailleurs face au risque d'inhalation de poussières implique la protection de la population voisine du site vis à vis de ce risque. Ce raisonnement n'est pas correct ; les valeurs limites d'exposition professionnelle appliquées aux travailleurs et les valeurs toxicologiques de référence (VTR) appliquées à la population sont différentes.

D'après la circulaire n° DGS/SD7B/2006/234 du 30 mai 2006, en l'absence de VTR recensée dans l'une des 6 bases de données (US-EPA, ATSDR, OMS/IPCS, Health Canada, RIVM, OEHA), une quantification des risques n'est pas envisageable même si les données d'exposition sont exploitables. »

2.4.3 : Le Directeur Régional de l'Environnement formule les observations suivantes dans un courrier du 31 octobre 2008 :

Du point de vue faune - flore - milieux naturels.

L'étude faune - flore - milieux, bien que réalisée à une période non optimale, présente de manière satisfaisante les milieux naturels du site.

Le projet de reprise d'extraction et d'extension de l'ancienne sablière ne concerne que des milieux agricoles et des friches, sans caractère patrimonial (aucune espèce végétale rare ou protégée n'a été recensée).

L'exploitation ne concernant que des milieux banals, l'impact sur la biodiversité sera donc faible.

A noter que la remise en état prévoit le prolongement et l'extension du plan d'eau existant sur l'ancienne sablière, avec la réalisation de berges sinueuses et de pentes variables, permettant l'accueil d'une faune et d'une flore variées.

Du point de vue des sites et paysages.

Le projet s'inscrit dans un territoire présentant un nombre important de carrières, en témoignent de nombreux plans d'eau au Sud de VILLENEUVE SUR CHER.

A cet égard, il est regrettable de constater qu'il s'agit d'une exploitation de transition en attendant de trouver une solution technique permettant l'extraction de matériaux de substitution aux matériaux alluvionnaires, ceci pour répondre à l'urgence des demandes d'approvisionnement. Le projet conduira à créer un plan d'eau qui marquera le paysage de manière irréversible.

L'étude paysagère aurait mérité de comporter des simulations et des photomontages du site en cours d'exploitation ou après réaménagement, depuis les principaux points de vue illustrés dans le rapport.

Néanmoins, les préconisations proposées pour ce réaménagement restent satisfaisantes et conformes à une insertion cohérente du projet (arasement des merlons, essences locales, modelés des berges, travail sur le milieu, ...).

Sur le volet eau.

Il est pris note du fait que l'emprise de la carrière n'est pas implantée dans la zone de mobilité du Cher, comme le démontrent les cartes figurant au dossier et le calcul joint en annexe au dossier.

Les eaux de procédé ne seront pas rejetées dans le milieu naturel. Les eaux de l'installation de traitement circuleront en circuit fermé et seront clarifiées par deux bassins de décantation. Les éventuels rejets vers l'étang existant « Les Augerets » respecteront les prescriptions de l'arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières, notamment les teneurs en MES pour une concentration maximale de 35 mg/l.

A noter que les pertes en eaux évaluées à 45,7 m³/h et liées à l'exploitation du gisement, représentent 0,5 % du débit d'étiage du Cher (QMNA1/5 (1)) à la station de référence Foëcy : 2,8 m³/s).

Par conséquent, l'impact quantitatif sur le Cher au droit du site reste acceptable au regard du QMNA1/5.

Enfin, le projet prévoit de réaliser un suivi des niveaux et de la qualité des eaux souterraines à partir du réseau de piézomètres existants autour du plan d'eau des Augerets qui sera complété au Nord.

En conséquence, sans préjuger des observations complémentaires formulées par les services de la police l'eau et, tout en soulignant à nouveau de regretter le choix du site lié à des raisons techniques et financières destinées à assurer la pérennité de l'entreprise, c'est un avis favorable qui est émis sur ce projet.

2.4.4 : Le chef du Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine émet son avis le 25 novembre 2008 dans les termes suivants :

« Le projet d'ouverture d'une carrière de sable présenté par la SARL RENOROUTE sur la commune de Villeneuve sur Cher se situe aux abords immédiats du site de l'ensemble formé par le village inscrit par arrêté du 13 septembre 1998.

Ce site a été protégé afin d'éviter toute création de carrière compte tenu de la qualité des paysages le long du Cher et de la présence de plusieurs domaines et châteaux de grand intérêt.

Il existe déjà une ancienne carrière à quelques centaines de mètres du projet qui n'a pas fait l'objet d'une réhabilitation paysagère. Seule, la végétation sauvage protège les personnes des risques de noyade. Le nombre très important de carrières anciennes le long du Cher a transformé de façon notoire le paysage champêtre par une succession d'étangs.

Compte tenu de cette situation, il y a lieu de demander le comblement de l'excavation afin de remettre en culture au fur et mesure de l'extraction des sables.

Compte tenu des besoins en matériaux, un avis favorable est émis à ce projet sous réserve de prévoir une remise en état paysagère telle que énoncée ci-dessus. »

2.4.5 : Le 3 octobre 2008, le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours émet les observations suivantes :

1°) Mettre les installations électriques internes du local social - administratif et l'éclairage extérieur conformes aux normes et DTU en vigueur.

2°) Entretenir régulièrement ces installations électriques et les faire vérifier annuellement par une personne ou un organisme agréé.

3°) Doter le bâtiment social - administratif d'un organe de coupure électrique général, facile à atteindre par les sapeurs-pompiers depuis l'intérieur et parfaitement identifié.

4°) Poser un extincteur à CO₂ de 2 kg pour le local social - administratif et un à poudre polyvalent de 9 kg pour l'air étanche, destinée aux petits entretiens mécaniques des engins. Les entretenir et les faire vérifier annuellement par un technicien compétent.

5°) Placer un téléphone urbain dans le local social - administratif. Afficher des consignes générales contre l'incendie et les numéros d'appel des secours.

(1) Débit mensuel d'étiage calculé pour 5 ans

6°) Prévoir en tout temps la parfaite ouverture du portail d'entrée, aux engins d'incendie et de secours.

7°) Rendre facilement accessible et toujours disponible, le brancard, les kits antipollution, la bouée et sa touline, le gilet de sauvetage et la trousse de premiers secours.

8°) Signaler visiblement l'entrée du chantier à partir de la RD 27.

9°) Réaliser pour le plan d'eau une plate-forme d'aspiration selon les critères suivants :

- ↳ surface minimale de 32 m² (4 m x 8 m),
- ↳ résistance de 160 kN (90 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,60 m),
- ↳ pente douce de 2 cm/m (le point le plus bas du côté du point d'eau),
- ↳ protection et balisage de la zone afin d'éviter toute chute de personne,
- ↳ talus positionné du côté de l'eau, soit en terre ferme, soit de préférence en maçonnerie,
- ↳ repérable facilement par un panneau de signalisation,
- ↳ la crépine d'aspiration (NFS 61-842) doit être immergée en tout temps sous 0,30 m d'eau et située à 0,50 m minimum du fond,
- ↳ les raccords doivent être symétriques auto étanches de type AR (aspiration / refoulement). Ils doivent se trouver de 0,80 m à 1 m du sol, être équipés de bouchons obturateurs et protégés de toute agression mécanique éventuelle. Les tenons doivent être disposés verticalement afin de faciliter le raccordement des tuyaux d'aspiration.

Dans le respect des observations susvisées, un avis favorable est émis à la réalisation de ce projet.

2.4.6 : Le Directeur de Routes et des Bâtiments du Conseil Général du Cher signale le 17 octobre 2008 que du fait que la carrière dispose d'un accès sécurisé sur la RD 27, qui offre une bonne visibilité des deux côtés, il émet un avis favorable au dossier.

2.4.7 : Le conservateur Régional de l'Archéologie signale en date du 29 août 2008 que ce dossier donnera lieu à prescriptions archéologiques. Un arrêté préfectoral du 11 septembre 2008 définissant les modalités de saisine du préfet de région est joint à l'avis.

2.4.8 : Le 12 novembre 2008, le sous-préfet de VIERZON émet un avis favorable.

2.5 : Mémoire en réponse de l'exploitant

Dans son mémoire en date du 9 janvier 2009, l'exploitant apporte les réponses suivantes aux services consultés suivants :

2.5.1 – Direction départementale de l'Équipement et de l'Agriculture.

« Concernant les risques (notamment de pollution accidentelle), un plan de prévention des risques sera mis en place pour le site en exploitation et sera suivi dans le cadre de notre adhésion à la Charte de l'Environnement mise en place par l'UNICEM.

Concernant l'hydrologie, nous tenons à préciser qu'une nouvelle campagne de mesures des niveaux d'eau en période de basses eaux sera réalisée avant le commencement des travaux, afin d'effectuer un état zéro réactualisé.

Pour mémoire, il est prévu de mettre en place un piézomètre entre l'exploitation et « Plotard » afin de déterminer les incidences piézométriques tout au long de l'exploitation en direction de ces habitations.

Effectivement, l'étude hydrogéologique laisse entrevoir avec une très faible probabilité qu'une baisse pourrait être attendue au niveau des puits de « Plotard ». Cette baisse, au maximum de 1 mètre, a été calculée par majoration des incidences en période d'été.

Cependant, il sera au préalable déterminé avec les propriétaires des puits concernés les usages de ceux-ci et les volumes habituellement consommés.

En cas d'assèchement des puits, il sera proposé une compensation en volume de l'eau manquante.

Après l'exploitation et remise en état, le nouveau plan d'eau va créer un surcroît d'évaporation de 25% par rapport à des cultures sur les surfaces concernées. Au maximum en période d'étiage, le pompage équivalent pourra atteindre 27m³/h, soit près de 0,27% du débit d'étiage du Cher (QMNA1/5) à la station de référence de Foëcy. L'impact quantitatif sur la Cher est donc jugé comme acceptable au regard du QMNA1/5 (selon grille d'appréciation de la DIREN).

Suite à ce constat, évoqué en partie II.15 de l'étude d'impact, il est indiqué que cet impact sera en partie compensé par un accroissement du volume d'eau infiltrable. En effet la suppression de l'épaisseur de la zone non saturée raccourcit le transit des infiltrations d'eaux pluviales (ici, recharge directe du plan d'eau) et permet un transfert de charge vers le domaine alluvial directement par la zone saturée, et donc de manière plus rapide. Il s'agit d'une remarque d'ordre qualitative et que nous ne pouvons quantifier avec précision dans l'état des connaissances des milieux en présence et des modèles existants.

Concernant le risque "mouvement de terrain" : Conformément aux indications mentionnées sur l'atlas de l'aléa retrait-gonflement des argiles publié par le BRGM sous l'égide du MEEDDAT, le secteur projeté d'implantation de la carrière se situe en zone d'aléa faible relatif au risque de "mouvement de terrain par tassement différentiel". La commune est classée, de manière générale, en aléa faible et moyen pour ce risque. »

2.5.2 – Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales.

« Nous prenons acte du commentaire du service relatif à l'évaluation des risques sanitaires. En conséquence, nous modifions notre commentaire au 4ème paragraphe du chapitre VI.4-1-5 de l'évaluation des risques sanitaires et concluons qu'en l'absence de VTR pour les poussières atmosphériques et, conformément à la circulaire n°DGS/SD7B/2006/234, la quantification des risques ne peut être réalisée sur ce paramètre. »

2.5.3 – Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine.

« Il n'a pas été envisagé un remblaiement de l'excavation par des matériaux inertes d'apport extérieur durant le temps de l'exploitation.

Cependant, nous pensons que cette question pourra être envisagée ultérieurement entre le propriétaire des terrains et RENOROUTE à la fin d'exploitation de la carrière. »

2.5.4–Service Départemental d'Incendie et de Secours.

« Les bâtiments et installations existantes seront vérifiés et remis aux normes électriques.

Toutes les installations électriques seront contrôlées annuellement par un organisme homologué.

Nous réaliserons les demandes d'aménagements souhaités, notamment :

extincteurs, téléphone, accessibilité du portail, plate-forme d'aspiration d'eau. »

3 – MESURES PRISES POUR PRESERVER L'ENVIRONNEMENT DU SITE

Méthode d'exploitation et de remise en état.

L'exploitation est réalisée à l'aide d'une pelle mécanique en rétro et située en haut du front d'extraction. Il n'y a pas d'utilisation d'explosifs ; Les matériaux sont acheminés vers l'installation de lavage située à l'intérieur du périmètre par camions routiers.

Après lavage et traitement, les sables et graviers sont stockés sur place avant commercialisation.

La remise en état du site sera un plan d'eau. Les fronts résiduels de la partie Ouest de l'exploitation seront talutés avec une pente de 30° et de 15 et 20° à l'Est. Le merlon de la zone de stockage des découvertes sera supprimé et réutilisé pour modeler les surfaces émergées.

Les stériles seront utilisés pour le modelage des contours notamment pour adoucir les angles de l'excavation. La terre végétale sera régalée sur la totalité des surfaces émergées et un engazonnement sera réalisé.

Gestion de l'eau sur le site.

Aucun pompage ni rejet des eaux dans le milieu hydrographique n'est prévu. L'emprise de la carrière se situe hors de l'espace de mobilité du Cher comme le montre l'étude jointe au dossier.

Les stocks et les installations de traitement se situent hors de la zone inondable. Il n'y aura pas de stockage d'hydrocarbures sur le site. Un séparateur à hydrocarbures traitera les eaux de l'aire étanche réservée au petit entretien et au ravitaillement des engins.

L'impact principal de la sablière va s'exercer sur l'aquifère, puisqu'il y aura mise à nu de la nappe.

Il y aura cependant des modifications piézométriques en amont et en aval de l'exploitation à l'instar de ce qui a pu être observé lors de l'exploitation de l'ancienne sablière. Le rayon d'influence pourrait atteindre 250 m. Les puits existants alentours sont inutilisés et les hameaux riverains sont reliés au réseau public AEP. Il n'y a pas de captage d'eau potable utilisé par les collectivités dans un rayon de 5 km autour du site. Des mesures de suivi du niveau de la nappe sont prévues.

Le milieu humain.

Les hameaux les plus proches du site sont Bourret, Plotard et Galifard. La distance d'éloignement des habitations de la zone d'extraction se situe entre 250 et 1 000 mètres environ.

Faune et flore.

Le projet se situe au sein de la zone centrale de la champagne berrichonne. Le diagnostic effectué sur la carrière n'a pas permis de mettre en évidence d'habitats naturels remarquables. Aucune zone humide ne sera touchée par le projet.

Capacités techniques et financières.

La SARL RENOROUTE exerce des activités d'extraction de calcaire depuis 1987. Elle dispose d'un matériel adapté à l'activité en question : chargeurs, brise roche, pelle hydraulique, camions de chantier, etc

Le chiffre d'affaires annuel est de l'ordre de 1 660 000 €.

Garanties financières.

Les garanties financières sont destinées à permettre un réaménagement de la carrière en cas de défaillance de l'exploitant. Les éléments fournis dans le dossier ont permis d'estimer les garanties financières à mettre en place pour chaque phase quinquennale par la SARL RENOROUTE.

A chaque période correspond un montant de référence de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période : ce montant inclus la TVA. (Indice TP01 de mai 2007).

Le calcul forfaitaire du montant des garanties financières pour la remise en état du site a été effectué selon les modalités prévues par l'arrêté ministériel du 9 février 2004.

La formule de calcul utilisée est :

$$CR = \alpha (S1 \ C1 + S2 \ C2 + L \ C3) \text{ €}$$

CR : montant de référence des garanties financières pour la période considérée.

S1 (en ha) : somme de la surface de l'emprise des infrastructures au sein de la surface autorisée et de la valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par les surfaces défrichées diminuée de la valeur maximale des surfaces en chantier (découvertes et en exploitation) soumises à défrichement.

S2 (en ha) : valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la somme des surfaces en chantier (découvertes et en exploitation) diminuée de la surface en eau et des surfaces remises en état.

L (en m) : valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la somme des linéaires des berges diminuée des linéaires des berges remises en état.

α = Index $(1+TVA_R)$ / Index 0 $(1+TVA_0)$ avec :

Index : indice TP01 utilisé pour l'établissement du montant de référence des garanties financières fixé dans l'arrêté préfectoral ;

Index0 : indice TP01 de février 1998 soit 416.2 ;

TVA_R : taux de la TVA applicable lors de l'établissement de l'arrêté préfectoral fixant le montant de référence des garanties financières ;

TVA_0 : taux de la TVA applicable en février 1998 soit 0.206.

L'autorisation a été sollicitée pour une durée de 10 ans, 2 périodes quinquennales sont considérées.

Sur cette base, le demandeur a effectué le calcul du montant pour chaque période et propose de retenir les valeurs suivantes.

Ce calcul n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection des installations classées, la valeur de α a été recalculée sur la base de l'indice TP01 du 1^{er} mai 2007 (TP01 = 579,3).

PERIODES	S1 (C1 = 10,5 k€/ ha)	S2 (C2 = 23 k€/ ha)	L (m) (C3 = 12 k€/ha)	TOTAL en € TTC
1	2,555	0,238	800	79 844
2	3,014	0,273	590	78 411

4 - AVIS DU SERVICE INSTRUCTEUR

Les observations portées sur les registres d'enquête publique sont relatives à la circulation des véhicules et la sécurité, les nuisances sonores et visuelles de l'exploitation, la confiance difficile à accorder dans les engagements du pétitionnaire, l'impact de la carrière sur la faune et la flore, le mitage et la détérioration de la vallée du Cher, le non respect du SDAGE, les effets négatifs sur la nappe alluviale et la rivière le Cher.

Les éléments apportés par le commissaire enquêteur ainsi que les réponses fournies par le mémoire en réponse de l'exploitant semblent apporter des explications tangibles. Hormis le fait qu'il n'y a aucune retombée favorable pour la commune de SAINTE-THORETTE, les autres remarques émises par ce conseil municipal trouvent également leurs réponses dans les mémoires du commissaire enquêteur et du pétitionnaire ainsi que dans les avis des services administratifs consultés, lesquels sont tous favorables.

A noter cependant que le dossier et la procédure administrative ont été réalisés avec une remise en état en plan d'eau. Dans ce cas de figure, en fin d'exploitation, en aucun cas le comblement de la carrière ne pourra être effectué.

Les remarques, conditions ou observations que certains services souhaitent transformer en prescriptions techniques applicables à l'exploitant sont reprises dans le projet d'arrêté préfectoral (comité de suivi, prescriptions de lutte contre l'incendie, modification des merlons périphériques et de leurs plantations, plantations de roseaux...).

On notera que la durée d'exploitation est en adéquation avec le volume de matériaux à extraire. L'exploitant s'étant engagé à ne pas demander d'extension sur ce site, cette prescription sera également reprise dans le projet d'arrêté préfectoral joint.

Dans le cadre du schéma départemental des carrières, la société RENOROUTE ne dispose pas de référence (quota à extraire annuellement) conformément au protocole fixant les modalités de décroissance des extractions en lit majeur. Dans ce cadre, le comité de pilotage du 3 juillet 2005 a alloué à TEXROD et ses filiales, un tonnage de 50 000 tonnes par an.

5 - CONCLUSIONS ET PROPOSITIONS

En conséquence, l'inspection des installations classées propose à madame le préfet du Cher d'autoriser l'activité prévue par le demandeur sous réserve du respect des prescriptions annexées au présent rapport.

En application de l'article R.512-25 du code de l'environnement, la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites - formation carrières - devra être consultée sur ce projet.

L'inspecteur des installations classées,

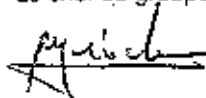


POMMIER

Vu et transmis avec avis conforme,
à madame le préfet du Cher,

Pour le directeur et par délégation,

Le chef du groupe de subdivisions du Cher et de l'Indre



R. MIOCHE

